

La position du parlement espagnol n'a pas pris en compte les preuves fournies par le Maroc sur les événements de Laâyoune

Actualité Maroc

Posté par: Visiteur

Publié le : 06-12-2010 22:54:33

La position du parlement espagnol à l'égard des événements qui ont suivi le démantèlement du campement de "Gdim Izik" à Laâyoune, n'a pas pris en compte les preuves tangibles et objectives fournies par le gouvernement marocain sur ces événements, a affirmé samedi à Rabat, le président de la Chambre des conseillers, M. Mohamed Cheikh Biadiallah.

Dans une déclaration à la MAP à l'issue d'une séance plénière consacrée à l'examen de la position du parlement espagnol concernant la question de l'intégrité territoriale du Maroc, M. Biadiallah a souligné que le parlement espagnol n'a pas non plus tenu compte des témoignages livrés par des journalistes et organisations nationales et internationales de défense des droits de l'Homme, telles "Amnesty International" et "Human Rights Watch" que l'opinion publique espagnole considéraient dans un passé très récent comme des organisations crédibles.

Après avoir souligné que les groupes parlementaires ont unanimement affirmé que la position prise par le parlement espagnol concernant la question de l'intégrité territoriale du Royaume est "précipitée, inéquitable et injuste", M. Biadiallah a estimé que l'attitude du parlement espagnol qui a négligé ces données, est une fuite en avant, et qu'elle a été adoptée dans "une précipitation déconcertante en vue d'empoisonner les relations entre les deux pays et de semer la doute, la suspicion et le racisme entre les deux peuples voisins, ce qui évoque une époque révolue du colonialisme espagnol".

Et le président de la Chambre des conseillers d'ajouter que le parlement espagnol, à travers cette position, tente d'intimider les voix sages en Espagne en exploitant le mensonge de quelques médias espagnols qui n'ont pas hésité à instrumentaliser les photos de victimes palestiniennes des agressions israéliennes contre Gaza et les clichés d'un crime commis à Casablanca en les présentant comme des preuves sur leurs allégations concernant les événements de Laâyoune.

Ces médias n'ont pas évoqué la violation des droits de l'Homme dans les camps de Tindouf, le détournement, par les dirigeants de l'Algérie et du polisarario, des aides humanitaires destinées aux personnes séquestrées dans ces camps, et l'interdiction faite au Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de recenser cette population ainsi que le cas de Mustapha Salma Ould Sidi Mouloud qui a été enlevé et privé de la liberté de circulation et d'expression.

Cette attitude impétueuse, a poursuivi M. Biadiallah, a été adoptée en dépit du fait que des milices armées ont cruellement égorgé des éléments des forces de sécurité marocaine, martyrs du devoir national et ce, de la même manière utilisée au Sahel et en Irak.

La motion du Parlement espagnol n'a pris en compte ni les intérêts communs des deux peuples marocain et espagnol dans le domaine culturel, commercial, économique et financier, ni les défis futurs de sécurité et les efforts déployés par le Maroc, l'Espagne et l'Europe en matière de lutte

contre l'immigration clandestine et la criminalité transcontinentale, a estimé M. Biadiallah, réitérant que le Parti populaire espagnol est l'instigateur de ces "manoeuvres méprisables et précipitées".

Le président de la Chambre des conseillers a mis en garde contre les conséquences graves que ces actions ne manqueront pas d'avoir sur les générations futures qui, a-t-il ajouté, ont besoin qu'on leur lègue "un avenir meilleur marqué par le respect mutuel et valorisant les aspects positifs de notre histoire commune."

Il a, par ailleurs, réaffirmé sa conviction que le peuple marocain demeurera constamment mobilisé et uni derrière SM le Roi Mohammed VI pour défendre les valeurs suprêmes du Maroc, notamment l'intégrité territoriale et l'unité nationale, et qu'il oeuvrera par tous les moyens à préserver le modèle marocain qui est cité comme pionnier en matière de sécurité, de stabilité et de paix non seulement au niveau national mais aussi dans le sud de la Méditerranée.

MAPF